

Revue par les pairs des financements innovants existants



Nés du constat des limites de l'aide publique traditionnelle, lors de la Conférence des Nations Unies de Monterrey sur le financement du développement (2002), les financements innovants se sont imposés dans le débat international comme un moyen de contribuer à l'atteinte des objectifs de réduction de la pauvreté et de préservation des biens publics mondiaux.














Ces financements sont innovants de trois manières : (1) par leur mode de collecte stable et prévisible ; (2) leur complémentarité par rapport à l'aide publique au développement ; (3) et la gestion multilatérale des ressources mobilisées.



A ce jour, une vingtaine de pays ont mis en place un ou plusieurs financements innovants, permettant de lever près de 6 Mds€ depuis 2006. Cette revue par les pairs, commandée au Secrétariat Permanent lors de la 9^{ème} Session Plénière de Bamako, pourra être amendée avec le concours de l'ensemble des partenaires du Groupe pilote.

Familles	Des modes de collecte stables et prévisibles	Une gestion multilatérale	Contributeurs	Fonds levés
Mécanismes de garantie	<p>AMC (Advanced Market Commitments) ou Garanties d'achats futurs : un mécanisme reposant sur des partenariats contractuels entre pays donateurs et entreprises pharmaceutiques. Par des engagements financiers, les pays donateurs garantissent l'achat futur de vaccins aux entreprises qui peuvent ainsi financer la recherche nécessaire à leur élaboration. Les entreprises s'engagent également à commercialiser les produits à des prix abordables pour les consommateurs ou pays-cibles.</p>	<p>La Banque mondiale reçoit les paiements pour couvrir les risques financiers.</p> <p>La gestion multilatérale est assurée via le conseil d'administration de GAVI (Global Alliance for Vaccines and Immunization) à qui sont reversés les fonds dans un second temps. GAVI est responsable de la gestion des partenariats avec les laboratoires pharmaceutiques.</p>	<p>Canada </p> <p>Italie </p> <p>Norvège </p> <p>Royaume-Uni </p> <p>Russie </p> <p>TOTAL</p>	<p>200 M USD</p> <p>635 M USD</p> <p>57 M USD</p> <p>485 M USD</p> <p>80M USD</p> <p>1,45 Md USD</p>
	<p>Les "pull mechanisms" pour l'Agriculture (AGPM): un partenariat public-privé basé sur des incitations financières du secteur public en récompense à des innovations à succès du secteur privé mises au point pour accroître le bien être des petits exploitants et améliorer la sécurité alimentaire dans les pays en développement.</p> <p>4 domaines spécifiques sont visés: Inputs/Augmentation de la production, Outputs/Gestion post-récolte, Bétail et Nutrition.</p>	<p>L'initiative AGPM se situe actuellement dans une phase de cadrage menée par 4 entités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un Comité directeur (Canada, Etats-Unis, Fondation Gates et autres donateurs); - Un Groupe d'experts; - 4 Groupes thématiques; - Un Secrétariat assure par la Banque mondiale qui fournit un appui technique et de coordination à toutes ces entités. 	<p>Australie </p> <p>Canada </p> <p>Royaume-Uni </p> <p>Etats-Unis </p> <p>Fondation Gates </p>	<p>A déterminer</p> <p>100 M USD annoncés</p> <p>A déterminer</p> <p>A déterminer</p> <p>A déterminer</p>

	<p>L'IFFIm (Facilité Financière Internationale pour la Vaccination) est une entreprise britannique qui émet des bons sur les marchés financiers de façon régulière grâce à l'engagement pluriannuel de plusieurs Etats.</p> <p>La Banque mondiale assure un rôle de trésorier et facilite les transactions sur les marchés financiers.</p>	<p>Les fonds levés par l'IFFIm sont reversés à GAVI à qui sont déléguées les fonctions administratives de l'IFFIm.</p> <p>Les Etats participants siègent au conseil d'administration de GAVI.</p> <p>GAVI est également responsable de la mise en œuvre sur le terrain des projets de vaccination financés grâce aux fonds levés par l'IFFIm.</p>	<p>Afrique du Sud </p> <p>Australie </p> <p>Bésil </p> <p>Espagne </p> <p>France </p> <p>Italie </p> <p>Norvège </p> <p>Pays-Bas </p> <p>Royaume Uni </p> <p>Suède </p> <p>TOTAL</p>	<p>20 M USD sur 20 ans</p> <p>256 M USD sur 20 ans</p> <p>20 M USD sur 20 ans</p> <p>240 M USD sur 20 ans</p> <p>1,7 Md USD sur 20 ans</p> <p>601 M USD sur 20 ans</p> <p>264 M USD sur 15 ans</p> <p>114 M USD sur 8 ans</p> <p>1,63 Md£ sur 20 ans</p> <p>38 M USD sur 15 ans</p> <p>3,4 Md USD levés entre 2006 et 2011 pour GAVI. L'engagement financier des Etats d'ici 2030 s'élève à 5,8 Md USD.</p>
<p>Mécanisme de marché</p>	<p>Depuis 2005 et conformément au Protocole de Kyoto, l'Union européenne a mis en place un Système d'enchères de quotas d'émissions de CO2 entre les pays membres.</p> <p>Le système peut être mis à contribution en réaffectant à des projets de développement une fraction des recettes issues des enchères.</p>	<p>Une gestion centralisée au niveau européen pourra être envisagée dès lors que davantage de pays seront mobilisés pour participer à ce mécanisme.</p>	<p>Allemagne </p> <p>(Special Energy and Climate Fund)</p> <p>France (à partir de 2013) </p>	<p>580 M€ entre 2008 et 2010. (3,2 Mds€ au total attendus d'ici 2015)</p> <p><i>A déterminer</i></p>

Gestion de la dette (debt swaps)	Debt2Health Un mécanisme reposant sur un partenariat entre deux pays (un bailleur et un pays partenaire). Le pays bailleur procède à l'annulation de la dette du pays partenaire sous réserve du réinvestissement de la somme dans un projet de développement des infrastructures de santé du pays partenaire via le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme .	La somme correspondant à la créance annulée est obligatoirement reversée au Fonds mondial par le pays partenaire. Celui-ci joue un rôle d'intermédiaire entre les deux pays contractants. Le conseil d'administration (composés de pays donateurs et bénéficiaires, du secteur privé et de représentants de la société civile) se charge du choix des projets à financer.	Allemagne/Indonésie  	50 M€ d'annulation de dette dont 25 M€ à reverser au Fonds mondial. (sept 2007)
			Allemagne/Pakistan  	40 M€ d'annulation de dette dont 20 M€ à reverser au Fonds mondial. (nov 2008)
			Allemagne/ Côte d'Ivoire  	19 M€ d'annulation de dette dont 9,5 M€ à reverser au Fonds mondial. (sept 2010)
			Australie/Indonésie  	54,6 M€ d'annulation de dette dont 27,3 M€ à reverser au Fonds mondial. (juillet 2010)
	Debt-for-Nature Sur le même modèle que Debt2Health, il s'agit d'un partenariat entre deux pays permettant une annulation de dette conditionnée au réinvestissement de la somme vers des projets de protection de l'environnement.	WWF joue un rôle de plaidoyer auprès des pays participants pour négocier les contrats d'annulation de dette. Les fonds levés par ce mécanisme transitent par WWF.	France/Madagascar  	20 M€ USD(2008)
			France/Cameroun  	25 MUSD (2002)
			Etats-Unis/Pérou  	40 MUSD (2002)
Taxe assise sur des activités mondialisées	Taxe sur les billets d'avion : un mécanisme reposant sur un système de contribution obligatoire pour chaque passager prélevée par un Etat au moment de l'achat du billet d'avion.	Les pays participants siègent aux conseils d'administration des organisations multilatérales auxquelles sont confiés les fonds levés (UNITAID, Fonds mondial, GAVI). En tant que centrale d'achat de médicaments, UNITAID jouit d'un pouvoir de marché qui lui permet de négocier des baisses significatives de prix avec les entreprises pharmaceutiques. Plus de 80% de ses fonds sont destinés à des pays à faible revenu.	Bénin 	Versement à UNITAID (montant non disponible)
			Brésil 	50,4 M USD*
			Cameroun 	1,7 M USD à UNITAID
			Chili 	25,118 M USD à UNITAID
			Chypre 	1,579 M USD*
			Congo 	1,09 M USD à UNITAID

			 Corée du Sud	7,5 M USD répartis entre UNITAID et GAVI
			 Espagne	58 M USD à UNITAID*
			 France	997,195 M USD à UNITAID
			 Guinée	49 000 USD*
			 Jordanie	Versement au Fonds mondial (montant non disponible)
			 Luxembourg	1,9 M USD*
			 Madagascar	27 000 USD à UNITAID
			 Mali	928 000 USD à UNITAID
			 Maurice	7,032M USD à UNITAID
			 Niger	281 000 USD à UNITAID
			 Royaume Uni	262 M USD*
			 Fondation Gates	50 M USD à UNITAID
			 Norvège	13 M€ en 2011
	Taxe sur les émissions de CO2 du transport aérien	Fonds reversés en partie à UNITAID		

Contributions citoyennes (individus entreprises) et	<p>Le GAVI Matching Fund : un mécanisme reposant sur un partenariat public-privé. Les pays donateurs égalent (« match ») les contributions annoncées par des fondations, entreprises ou autres organisations. Ces fonds sont alloués à des projets de vaccination dans les pays les plus pauvres.</p>	Les fonds levés sont reversés à GAVI qui choisit les projets à financer. Les pays participants siègent au conseil d'administration.	Royaume Uni 	50 M£ (engagés pour égaler la contribution de la Fondation Gates)
			Fondation Gates 	50 M USD
	<p>Product (RED) initiative Plusieurs entreprises s'engagent à créer des produits spécifiques marqués RED dont la vente permet de financer les projets de lutte contre les pandémies menés par le Fonds mondial.</p> <p>Les principaux pays bénéficiaires sont le Rwanda, le Ghana, le Lesotho, le Swaziland, l'Afrique du Sud et la Zambie.</p>	Une gestion multilatérale est assurée par le conseil d'administration du Fonds mondial.	American Express Apple Beats by Dr. Dre Belvedere Vodka Bugaboo Converse Dell Gap Nike Penfolds Starbucks	161 M USD levés depuis 2006

*Contributions budgétaires sur la base des revenus d'une taxe sur les billets d'avion.

Exemples d'autres instruments pour le développement

Belgique	Le Fonds belge pour la Sécurité alimentaire est un fonds dont l'objectif est de financer la sécurité alimentaire des populations de pays partenaires. Il est alimenté chaque année par 20% des recettes annuelles de la loterie nationale, Plusieurs acteurs partenaires : la Coopération belge, des ONG belges et des organisations onusiennes. Des programmes renouvelables sur une base de 5 ans.	250 M€ sur 5 ans à partir de 2010
Canada	Le Global Trade Liquidity Program : fonctionne par le biais de banques globales et régionales pour aider à réduire le déficit de financement pour le commerce dans les pays en développement.	200 M USD
	Le Programme Agriculture Globale et Sécurité Alimentaire comporte un volet "secteur privé" (Private Sector Window of the Global Agriculture and Food Security Program) qui utilise des prêts, garanties, financements par émissions	50 M USD

	d'actions et services de conseil pour aider à réduire le déficit de financement sur le long terme auquel font face les PME agricoles et agriculteurs dans les pays en développement.	
	Le mécanisme financier pour le changement climatique (Financial Mechanism for Climate Change facility) offre des prêts préférentiels et une assistance technique pour encourager les projets d'adaptation au changement climatique dans les pays en développement.	291,5 M USD
France	Le Contrat de désendettement de développement (C2D) est un partenariat établi par un contrat bilatéral entre deux pays permettant une annulation de dette conditionnée au réinvestissement de la somme vers des projets lutte contre la pauvreté, sélectionnés d'un commun accord avec l'Etat partenaire. Pays bénéficiaires : le Mozambique, l'Ouganda, la Bolivie, la Tanzanie, la Mauritanie, le Ghana, le Nicaragua, le Rwanda, le Burundi et le Congo.	1,5 Md€ entre 2000 et 2015
Pays-Bas	Health Insurance Fund (HIF) / Investment Fund for Health in Africa (IFHA) / Medical Credit Fund Un mécanisme de financement pour développer l'accès à la santé et aux services d'assurance maladie des personnes à faibles revenus ou travaillant dans l'économie informelle.	100 M USD jusqu'à 2013
	TREFI - The Capital Tool Company: Une institution privée qui a développé un système basé sur internet qui combine le recouvrement de crédit et des instruments financiers, permettant aux fournisseurs et acteurs financiers de soutenir les PME. Le modèle est innovant dans la mesure où il permet aux fournisseurs d'étendre le financement aux PME à un coût particulièrement réduit.	450 000 Euros
	The Infrastructure Development Fund (IDF) encourage le secteur privé à investir dans des projets d'infrastructures public-privé dans les pays en développement en apportant un capital risque (jusque 20 ans) sous la forme de prêts, parts, investissements dans des fonds internationaux ou multilatéraux d'infrastructures ainsi que des subventions au développement.	256 M Euros
	The Fair Climate Fund consiste en la construction de biodigesteurs en Inde et en Afrique du Sud qui permettent de dégager des droits d'émission de CO2. La revente de ces droits au secteur privé permet d'alimenter ce Fair Climate Fund et d'augmenter la construction de biodigesteurs. Les fonds publics versés viennent accroître les capacités du fonds.	5 M€ (gouvernement) 7 M€ (agence financière de développement, FMO)
Pays-Bas et Allemagne	The Currency Exchange Fund (TCX) est la première facilité dans le monde à offrir une solution au risque de change pour les entrepreneurs locaux et les institutions financières dans les pays en développement.	50 M USD (PB) 40 M USD (Allemagne)
Banque mondiale	The Caribbean Catastrophe Risk Insurance Facility permet un accès rapide aux fonds suite à une catastrophe naturelle dans les Caraïbes et constitue la première facilité d'assurance catastrophe au monde. Etablie par la Banque Mondiale en 2007.	Ex: CCRIF a effectué un paiement de 7,75 millions USD à Haïti 14 jours après le tremblement de terre.

	World Bank Forest Carbon Partnership Facility est un partenariat global axé sur la réduction des émissions liées à la déforestation et la dégradation des forêts, la conservation et le renforcement des stocks de carbone des forêts et la promotion de la gestion durable des forêts. Le FCPF aide les pays à forêts tropicales et subtropicales à développer les systèmes et politiques REDD et leur fournit des subventions basées sur la performance en matière de réduction des émissions.	447 M USD
Banque mondiale, Autriche, Irlande, Pays-Bas, Suède, Suisse	The Private Infrastructure Development Group est une coalition de donateurs mobilisant les investissements du secteur privé pour appuyer les pays en développement dans la mise en place d'infrastructures nécessaires au développement économique et la lutte contre la pauvreté.	Engagement du secteur privé à un investissement de 10,5 Mds USD
UE	The EU-Africa Infrastructure Trust Fund (ITF) est un fonds en faveur des infrastructures mis en œuvre par les États de l'Union Européenne et la Commission Européenne. Son objectif est de stimuler les projets d'infrastructures à l'échelle régionale en Afrique afin de favoriser l'intégration régionale et la croissance économique.	170,2 M Euros
	The Neighbourhood Investment Facility (NIF) est un mécanisme financier visant à mobiliser des fonds additionnels afin de couvrir les besoins en investissement des pays de la région voisine de l'UE en matière d'infrastructures dans les domaines tels que les transports, l'énergie, l'environnement et les secteurs sociaux. Le NIF supporte aussi le secteur privé en particulier à travers les opérations de risque capital visant les Petites et Moyennes Entreprises.	417,7 M Euros